

Transition écologique et solidaire des quartiers populaires

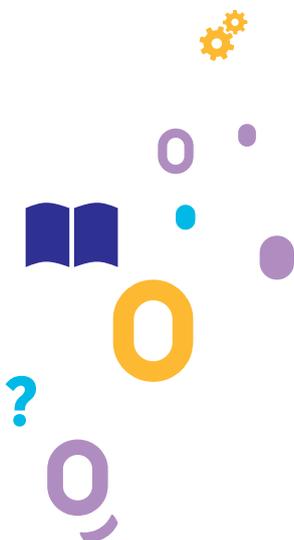
Édito

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte a permis de définir des objectifs communs pour renforcer l'indépendance énergétique et la compétitivité économique, préserver la santé et l'environnement et lutter contre le réchauffement climatique. Ce cadre est transversal et doit irriguer toutes les politiques publiques menées en France.

Les habitants des quartiers populaires sont parmi les plus touchés par la précarité énergétique, les pics de chaleur, les problèmes de santé liés à la pollution de l'air intérieur et extérieur... Pourtant, les problématiques environnementales semblent perçues comme éloignées des préoccupations des ménages de ces territoires vulnérables, considérant que les enjeux environnementaux ne sont pas prioritaires quand on a du mal à se loger ou à se nourrir décemment au quotidien.

Comment la transition écologique dans les quartiers populaires est-elle appréhendée par les habitants, les décideurs publics et les acteurs de terrain ? Comment peut-elle être la clé de voûte de nouveaux modèles économiques et sociaux dans les quartiers politiques de la ville ? Dans quelle mesure la politique de la ville apporte-t-elle des réponses et participe-t-elle aux enjeux de la transition écologique ?

Pour aborder ces questionnements et tenter collectivement d'y répondre, Labo Cités a proposé en 2019 et 2020 un cycle de qualification et d'échanges de 4 journées thématiques. Retrouvez la synthèse des échanges et quantité d'expériences locales qui faciliteront la compréhension des enjeux de la transition écologique dans les quartiers populaires.



Transition écologique et développement économique dans les quartiers populaires

La première séance du cycle fut consacrée aux croisements entre transition écologique - qui appelle de profonds changements de nos modes de vie, de production et de consommation - et le développement économique, un des piliers du contrat de ville. Comment la transition écologique impacte-t-elle la stratégie de développement économique des quartiers populaires ? Peuvent-ils être des territoires d'expérimentation de nouveaux modèles économiques ? Comment penser le développement économique d'un quartier prioritaire au prisme de la transition écologique ?

L'ESSENTIEL DE LA TABLE RONDE

LES INTERVENANTS

- **Malik Allam,**

directeur de la cohésion sociale et politique de la ville, Grenoble Alpes Métropole

- **Marianne Cuoq,**

chargée de mission développement économique et innovation sociale, ANRU

- **Laurent Pinet,**

directeur général, Groupe ULISSE



L'objectif de cette table ronde était d'aborder comment un enjeu fort du contrat de ville, le développement économique, croise un enjeu plus global et de plus en plus pressant : la transition écologique.



La transition écologique génératrice d'opportunités économiques

¹ Ce programme est financé par les contributions de Action logement (7 milliards), l'Union sociale pour l'habitat (2 milliards) et l'État (1 milliard)
Source : www.anru.fr

La première opportunité pour s'engager dans la transition écologique est financière : l'importance des montants mis en œuvre, notamment au niveau national, est un vrai levier d'action. Dans le cadre du Nouveau

Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), 10 milliards d'euros de subventions sont apportées par l'ANRU¹. Les enjeux écologiques sont aujourd'hui intégrés dans les cahiers des charges. Ce sont au total 70 000 réhabilitations actées au niveau national, soit des impacts écologiques et économiques non négligeables. Les Programmes Investissement d'Avenir (PIA) sont un autre levier financier intéressant : l'ANRU pilote 4 PIA dont 2 qui sont sur la transition écologique (« Ville durable et solidaire » et « ANRU+ »).

Ces moyens servent également à l'innovation dans le domaine de la transition écologique dans les quartiers populaires.

Ces opportunités financières permettent de créer de l'activité, des services puis de l'emploi. Il faut cependant toujours avoir en tête deux éléments pour que ces actions aient un réel impact sur le quartier : développer des modèles économiques viables et pérennes ; et viser à réduire les écarts entre le quartier prioritaire et le reste du territoire.

L'économie sociale et solidaire (ESS) constitue un autre levier d'action pour s'engager dans la transition écologique car elle allie souvent l'économie, l'écologie et le social. Son modèle vise à ancrer la richesse créée dans les quartiers prioritaires et à répondre aux besoins locaux. Par exemple, ULISSE, entreprise de l'ESS à Grenoble, mène plusieurs actions en ce sens : création d'une activité de conseil en maîtrise de l'énergie pour les ménages précaires (ULISSE Énergie), développement d'une ressourcerie, accompagnement de postes de co-médiateurs pour la sensibilisation à la gestion des déchets dans les quartiers.

Il convient d'ajouter le rôle de la collectivité, primordial pour décliner et impulser les enjeux au niveau local.

Les quartiers populaires, territoires d'expérimentation de la transition écologique

Les financements dédiés à l'expérimentation, notamment au niveau national (ANRU, ADEME...), favorisent le développement de projets dans les quartiers. Beaucoup d'exemples peuvent être cités : développement d'une économie circulaire alimentaire par le projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (Villeurbanne, Rhône), création d'un hôtel d'artisans dans le domaine du recyclage de vêtements, agriculture urbaine (cf [appel à projet « Quartiers fertiles »](#)), transformation de parkings vides en champignonnières (Val de Reuil, Eure).

Afin de favoriser les interactions et coopérations, l'ANRU finance et anime une communauté d'innovateurs au sein de

laquelle sont travaillés le modèle économique et l'ingénierie d'essaimage sur des projets innovants. D'autres initiatives, telles que "start-up de territoire", permettent de créer du lien entre les acteurs d'un territoire et de travailler ces questions. Start-up de territoire est un dispositif d'accompagnement qui rassemble plusieurs acteurs d'un même territoire dans le but de faire émerger des solutions entrepreneuriales et créatrices d'emplois qui répondent aux enjeux du territoire.

S'il est important d'aider les porteurs de projet, il est tout aussi important d'accompagner l'innovation auprès des habitants, sans quoi l'on assiste à une mauvaise utilisation des produits ou services fournis. Il existe un vivier d'activités à développer sur la sensibilisation des habitants aux pratiques plus écologiques, tout en posant une réflexion sur l'égalité d'accès aux aides financières allouées aux ménages. Par exemple, les aides pour acheter une voiture électrique ou un poêle à bois vont vers les classes moyennes et non vers les ménages les plus précaires. Il est également important que l'État travaille main dans la main avec les collectivités pour adapter l'offre aux besoins des territoires.

Quelques points de vigilance

Afin que la transition écologique ait un réel impact sur le développement économique des quartiers, plusieurs points de vigilance ont été évoqués :

► S'arrimer sur l'ancrage territorial : pour éviter les solutions « copiées-collées », il importe de prendre en compte les besoins des territoires et impliquer les différents acteurs, dont les habitants. Il s'agit aussi de valoriser les partenariats et la coopération entre les acteurs du territoire.

► Travailler le modèle économique des projets et leur pérennité, notamment lorsque les aides à l'expérimentation expirent.

► Favoriser, le plus tôt possible, la co-création de projets avec les habitants pour accompagner le changement et éviter les incompréhensions. Par exemple, certains habitants peuvent ne pas comprendre pourquoi l'on utilise des matériaux recyclés dans les projets de rénovation urbaine. S'ils sont impliqués dès le départ dans le projet, les barrières tombent.

► Accompagner les habitants autour des enjeux et actions de la transition écologique, en prenant en compte le contexte et les enjeux locaux. Ainsi, acheter un vêtement d'occasion n'a pas la même signification pour une personne précaire que pour une personne de classe moyenne. Que vend-t-on aux habitants et quel message souhaite-t-on faire passer ? Comment valoriser ce type d'actions "responsables" ? Il est conseillé d'utiliser un vocabulaire approprié permet d'éviter le discours « hors sol » ou qualifié de « bobo ». Il est possible aussi de s'appuyer pour cela sur des acteurs du quartier tels que les centres sociaux pour accompagner ces démarches.



BALADE URBAINE A L'ARLEQUIN, GRENOBLE

• **Servane Commiot**,
directrice de projet PRU des Villeneuves, Grenoble Alpes Métropole

• **Emeric Poncet**,
directeur de projets, Grenoble Alpes Métropole

Visite du quartier Arlequin à la Villeneuve de Grenoble et présentation du programme de rénovation urbaine.

Réhabilitation de la partie nord de la ZA des Peupliers

Dans le quartier de l'Arlequin, environ 3 300 m² d'espace seront proposés pour accueillir de nouvelles activités à dominante artisanale. Un bâtiment relais de 2000 m² sera aménagé, pour permettre à de récentes petites entreprises artisanales de bénéficier de locaux à des conditions locatives avantageuses.

<https://www.lesvilleneuves.fr/738-l-activite-economique.htm>



© GAM

La Machinerie

Initié et animé par la régie de quartier Villeneuve-Village Olympique, c'est un lieu de rencontres, de partage et d'expérimentations. Située au cœur du quartier, la Machinerie accueille de nombreuses activités : une conciergerie, avec des services du quotidien, un espace bricolage & fablab, la boutique de réemploi « Pêle-Mêle », pour donner ou acheter des objets d'occasion. La Machinerie, c'est surtout un espace ouvert aux rencontres et aux événements sur le quartier.

<https://lamachinerie-grenoble.fr/>

<https://www.facebook.com/La-Machinerie-conciergerie-109993914030047/?ref=bookmarks>



La place du marché

Il est prévu une restructuration de la polarité commerciale de l'Arlequin autour de la place du marché. La démolition et la reconstruction de locaux commerciaux doit permettre la reconstitution d'une offre commerciale de proximité.

En 2023, la création d'un local dédié à une offre alimentaire, en lien avec le restaurant d'insertion « l'Arbre Fruité » vise à compléter l'offre. L'objectif est d'offrir des locaux sécurisés et fonctionnels aux commerçants et à la clientèle.

<https://www.lesvilleneuves.fr/738-l-activite-economique.htm>



Zoom sur... l'agriculture urbaine en quartier populaire : éléments de contexte et perspectives



INTERVENANT

• Antoine Lagneau,

chargé de projets agriculture urbaine,
Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France

L'agriculture urbaine fait partie de l'histoire des quartiers populaires. Les jardins ouvriers ont été créés dès la fin du 19^{ème} siècle. C'est à New-York, dans les années 1970, que les premiers jardins partagés sont apparus, avec un besoin de retour à la terre pour les ouvriers. Pour autant, l'agriculture urbaine n'est pas l'alpha et l'oméga de la transition écologique dans les quartiers, et le besoin n'est pas forcément exprimé par la population. Pour convaincre et répondre aux besoins des habitants des quartiers populaires, il faut mettre en avant la création de lien social et le lien avec l'autonomie alimentaire. La pelouse d'un bailleur social est souvent un « no man's land », le transformer en jardin partagé peut créer une dynamique qu'il convient ensuite d'animer et de pérenniser. L'argument économique de l'agriculture urbaine dans les quartiers prioritaires n'est pas suffisant car cela ne crée pas ou peu d'emplois. En outre, l'agriculture urbaine « commerciale », qui émerge aujourd'hui, n'a rien à voir avec l'agriculture urbaine au sens historique car la fonction de lien social en est souvent absente. Or, le lien social est l'ingrédient le plus important de ces projets.

Des villes comme Grande-Synthe (Nord) l'ont bien compris : des pelouses ont été transformées en jardins familiaux, qui permettent l'auto-production, donc un gain de pouvoir d'achat et un accès à une alimentation de qualité. Il a été prouvé également que les projets d'agriculture urbaine ont un impact sur la santé des habitants à de multiples niveaux : baisse de l'obésité, du diabète, impact sur la santé mentale... Enfin, plusieurs initiatives telles que les micro-fermes urbaines proposent un panel de services utiles au quartier : distribution de paniers de légumes, location de salles, restaurants, activités culturelles ou sportives... Autant d'activités porteuses de sens et favorisant la cohésion sociale. Les collectivités ont donc tout intérêt à accompagner et financer des projets d'agriculture urbaine tournés vers les habitants.



© Camille Maire - Anru



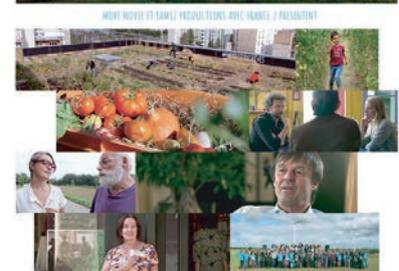
« APRÈS-DEMAIN »



Documentaire écrit et réalisé par :
Cyril Dion et Laure Noualha

Durée : 72'
Année de diffusion : 2018

Et si montrer des solutions, raconter une histoire qui fait du bien, était la meilleure façon de résoudre les crises écologiques, économiques et sociales, que traversent nos pays ? Deux ans après le succès du documentaire « Demain », Cyril Dion revient sur les initiatives qui ont suivies et les questions qu'elles inspirent : qu'est-ce qui marche ? Qu'est-ce qui échoue ? Quelles sont les leçons à tirer ?



APRÈS-DEMAIN
UN FILM DE CYRIL DION ET LAURE NOUALHA

EN AVANT-PREMIÈRE AVEC



Économie circulaire et quartiers populaires

La deuxième journée du cycle d'échanges a porté sur le thème de l'économie circulaire. La transition vers une économie circulaire est un chantier clé de la transition écologique et solidaire. Le modèle linéaire « fabriquer, consommer, jeter » se heurte à l'épuisement des ressources de la planète. Ici et là, des projets émergent dans les quartiers populaires et contribuent à cette économie de demain. En quoi et comment l'économie circulaire propose-t-elle une nouvelle manière de penser le développement des quartiers prioritaires ? Les quartiers sont-ils des territoires d'expérimentation de cette nouvelle économie ? Telles étaient les questions qui ont servi de fil rouge durant cette journée.

QU'EST-CE-QUE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE ?

On peut définir l'économie circulaire comme un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des biens et services, vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement, tout en développant le bien être des individus.

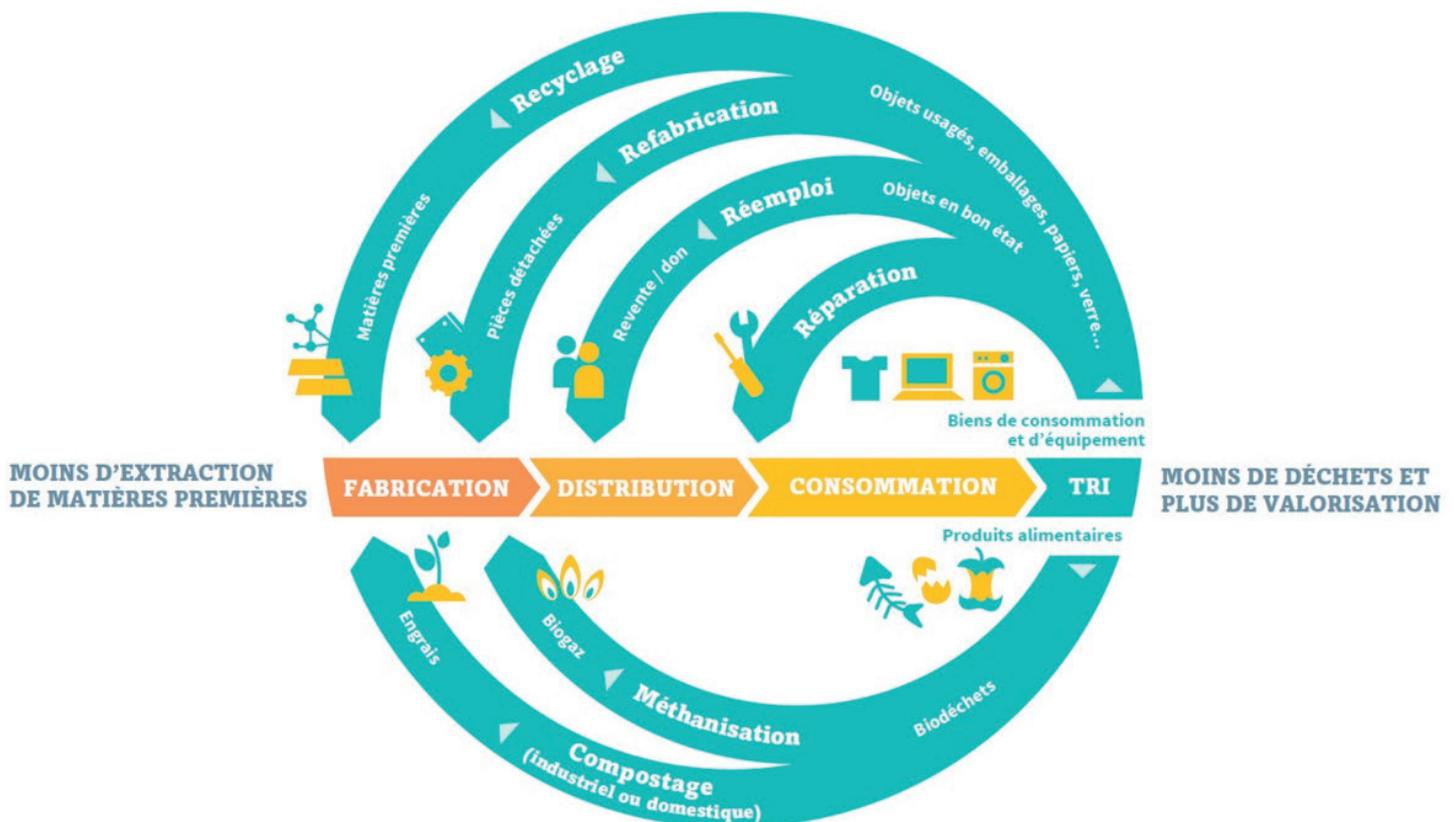


Schéma extrait du guide pratique "L'économie circulaire en 10 questions. Vers un modèle plus vertueux pour l'homme et la planète". ADEME, décembre 2019



L'ESSENTIEL DE LA TABLE RONDE

L'objectif la table ronde était d'aborder les enjeux du développement de l'économie circulaire dans les quartiers populaires. Les présentations d'expériences et les échanges qui ont suivis ont permis de mieux comprendre le rôle de l'économie circulaire dans les quartiers et la nécessité de communiquer sur les démarches existantes.



LES EXPÉRIENCES PRÉSENTÉES

Le CIRIDD (Centre international de ressources et d'innovation pour le développement durable)

En Auvergne-Rhône-Alpes, le CIRIDD est l'organisme qui fait le suivi du Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD). Ce plan, adopté par les élus régionaux en décembre 2019, définit les grandes orientations que doivent suivre les collectivités qui disposent des compétences nécessaires en la matière et comprend trois objectifs stratégiques en faveur d'une économie circulaire :

- ▶ engager la société dans l'économie circulaire,
- ▶ faire de l'économie circulaire un levier d'innovation et de croissance,
- ▶ ancrer l'économie circulaire dans les territoires.

Ce plan et sa mise en œuvre s'articulent autour de plusieurs filières économiques, avec l'implication des différents acteurs économiques concernés : le BTP, la plasturgie, l'agriculture/l'industrie agro-alimentaire, l'énergie, le tourisme.

Le CIRIDD valorise également des actions exemplaires d'économie circulaire, à travers la plateforme en ligne collaborative et gratuite ECLAIRA (économie circulaire en Auvergne-Rhône-Alpes). Celle-ci référence notamment 170 fiches d'expériences pouvant inspirer les acteurs des quartiers prioritaires, à l'exemple de la conserverie solidaire, projet lancé par le centre social de Romans-sur-Isère (Drôme).

+ <https://www.ciridd.org>

+ <https://www.eclaira.org>

INTERVENANTE

Audrey Forot,

chargée de mission au CIRIDD



La Métropole de Lyon

À l'échelle de la Métropole de Lyon, la stratégie en matière d'économie circulaire se décline en 4 axes :

1) Mettre en œuvre et anticiper les bonnes pratiques de prévention et de gestion des déchets. Au niveau des quartiers prioritaires, la Métropole soutient les ressourceries (ex : ENVIE), les associations alimentaires (ex : VRAC), les ateliers d'écomobilité (ex : La P'tite rustine) ou encore l'animation du défi « Famille zéro gaspillage ».

2) Soutenir des porteurs de projets d'économie circulaire. Actuellement la Métropole vient en appui à 10 porteurs de projets en quartier prioritaire. L'économie circulaire représente un enjeu en termes de création d'emplois : elle compte

aujourd'hui 600 000 emplois au niveau national et « elle est souvent accréditée d'un potentiel de création de 200 000 à 400 000 emplois en France »³.

3) Mobiliser des territoires et des filières en modifiant les pratiques et ce dans plusieurs domaines. Dans le renouvellement urbain, par exemple, il est possible d'imaginer de nouveaux usages (occupation temporaire, évolutivité des logements, réhabilitation) et des produits et matières plus écologiques (matériaux réemployés, recyclés, biosourcés...).

4) Appliquer l'éco-exemplarité aux déchets de l'institution et aux achats publics, notamment à travers l'animation d'une communauté « économie circulaire, zéro gaspillage ».

INTERVENANTE

Laureline Bourit,

chef de projet économie circulaire, Métropole de Lyon

³ Source : Quel potentiel d'emplois pour une économie circulaire ? Étude de l'institut de l'économie circulaire, juin 2015, page 20

TRIRA

TRIRA est une entreprise solidaire issue du mouvement Emmaüs. Créée en 2004, elle est basée à Pont-Evêque en Isère. Ses activités sont structurées autour du réemploi : collecte et reconditionnement de matériel informatique, dépannage et réparation, maintenance, formation.

L'association a développé un fablab, nommé R2D2, qui propose des formations à l'utilisation d'une imprimante 3D, des ateliers de fabrication d'ordinateurs, pour des jeunes suivis par diverses structures (Apprentis d'Auteuil, mission locale de Vaulx-en-Velin, École de la 2^{ème} chance).

Pour TRIRA, l'économie circulaire est un outil de sensibilisation au numérique et à l'environnement, et donc un vecteur de nouvelles compétences pour les jeunes et moins jeunes. TRIRA œuvre aussi à la création d'un Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE), pour faire coopérer les acteurs du territoire sur le réemploi/recyclage. Un tiers-lieu, labellisé « Fabrique numérique de territoire », a également vu le jour pour favoriser la mixité sociale autour des enjeux du numérique et du réemploi.

+ <https://trira.com>



INTERVENANT

Gabriel Jobin,

directeur, SCIC SA TRIRA (entreprise coopérative œuvrant dans le domaine du réemploi)

GIE « La ville autrement »

Le GIE « La ville autrement » est un groupement de 5 structures complémentaires au carrefour du logement et de l'hébergement : fondation Aralis, association Alynea, bailleur social Est Métropole Habitat, régie Rhône Saône Habitat et la Société Villeurbannaise d'Urbanisme. Pour le GIE, la sensibilisation à l'environnement dans les quartiers populaires passe par le « faire ». Par exemple, il implique les habitants dans des travaux d'éco rénovation de logements ou la création d'une conciergerie avec Alynea. Des missions sont également proposées à des personnes accueillies en hébergement d'urgence ; une démarche qui permet de sensibiliser et redonner un peu de fierté à ces personnes souvent éloignées des préoccupations

INTERVENANT

William Lafond,

chef de projet aménagement, Groupement d'Intérêt Économique « La Ville Autrement »



environnementales. Accompagner les porteurs de projet et favoriser les coopérations sont également essentiels pour le déploiement de projets d'économie circulaire dans les quartiers populaires : par exemple, des actions de soutien aux « garages de rues » pour aider les « garagistes » à formaliser leur activité. Certes, l'économie circulaire ne répondra pas seule à l'enjeu prioritaire des quartiers qui demeure l'emploi, mais il s'agit cependant d'un secteur avec de multiples petites structures locales qui donnent du sens au travail.

Le projet Tribox

INTERVENANT

Luc Voiturier,

chargé de projets ABC HLM, Aura HLM (Association des organismes HLM Auvergne-Rhône-Alpes)

Créée à Saint-Priest il y a cinq ans par le bailleur Est Métropole Habitat (sous le nom de Trialogis), Tribox est une solution de tri des encombrants en pied d'immeuble.

Devant le problème de l'accumulation des encombrants dans les quartiers prioritaires de la ville qui coûtent cher à envoyer en déchetterie, le bailleur propose aux locataires de déposer leurs encombrants en bas de chez eux, dans un lieu dédié.

Une entreprise d'insertion passe ensuite pour faire le tri des matières à l'intérieur du local (meuble, ferraille, plastique...), puis des éco-organismes spécialisés dans le recyclage⁴ viennent les chercher et les envoient dans des structures de recyclage. L'avantage du projet est qu'il supprime les coûts de transport et de traitement car ils sont intégrés par les éco-organismes. Les coûts sont ainsi divisés par 3. Ce projet va être déployé sur 15 000 logements, soit 1/3 des logements en politique de la ville du territoire de la métropole de Lyon, avec l'appui de 12 bailleurs partenaires.

⁴ Un éco-organisme est un organisme à but non lucratif qui est agréé par le ministère de la Transition écologique et qui fonctionne grâce à l'éco-participation (part que chacun d'entre nous paie quand il achète un produit électrique ou électronique).



Zoom sur... Bellastock : l'architecture du réemploi



INTERVENANT

• **Mathilde Billet,**

responsable de projets réemploi

<https://www.bellastock.com>

Historique de Bellastock

Le projet Bellastock a été initié en 2006 au sein de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Paris-Belleville, par un groupe d'étudiants désireux de pallier le manque de manipulation et d'expérimentation pratique dans leur cursus. Ils lancent un projet de festival annuel de construction à l'échelle 1/1, au cours duquel plusieurs centaines de participants conçoivent, construisent et habitent pendant quatre jours une ville éphémère. Dès 2010, Bellastock se structure en association loi 1901, se professionnalise progressivement en diversifiant son activité, et construit au fil des années un important réseau d'acteurs français et internationaux, engagés dans la transition écologique et pour une économie circulaire. Pour proposer un mode de gouvernance adapté à l'évolution de son activité, l'association se transforme en société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) en 2019. Cette forme juridique permet à Bellastock de continuer à construire une stratégie partagée avec l'ensemble de ses sociétaires, issus du réseau développé depuis sa création et répartis en 5 catégories : salariés, personnes physiques, petites entreprises, grandes entreprises et collectivités territoriales. Bellastock compte aujourd'hui 12 salariés-sociétaires composés d'architectes, d'ingénieurs, d'urbanistes, d'enseignants, de communicants et d'administrateurs.

Le réemploi en France

Le réemploi évite au matériau le passage au statut de déchet, c'est-à-dire la perte des caractéristiques techniques. On compte aujourd'hui 41,2 millions de tonnes de déchets/an en France dans le BTP. Cela représente 18% des déchets globaux. Parmi les différentes techniques, le réemploi est le moins consommateur en énergie. Le contexte politique est plutôt porteur pour ces initiatives car la France souhaite passer à un horizon carbone neutre en 2050.

Une expertise dans le réemploi

Bellastock s'est spécialisée dans la conduite de projet dans le domaine du réemploi avec les questionnements suivants : comment inciter la participation des habitants, des acteurs du territoire, pour faire changer les pratiques ? Quelles sont les ressources présentes sur un territoire ? Le métier de Bellastock consiste à faire le lien entre l'offre et la demande de matériaux. Plusieurs étapes sont nécessaires dans la conduite de projet de réemploi :

- ▶ Réalisation d'un diagnostic « ressource et déchets » pour connaître l'existant sur un site donné. Lors de la démolition d'un bâtiment avec reconstruction, il s'agit de faire le choix entre les matériaux qui vont rester sur place et les autres.
- ▶ Préparation de la matière pour qu'elle soit exploitable.
- ▶ Réinjection de la matière dans la construction.

Tout au long d'un projet, il s'agit aussi de faire de la pédagogie auprès des habitants pour créer une histoire commune. La coopérative travaille avec de nombreuses collectivités. À Plaine Commune (Seine-Saint-Denis), une action sur le métabolisme urbain a été menée pour définir les entrées et sorties de matériaux sur le territoire. La coopérative a été partie prenante du diagnostic-ressource de la tour Montparnasse (Paris 14^{ème}) : portes coupe-feu, travertin,

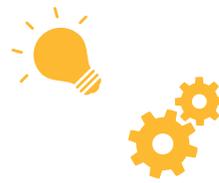
vitrage... Elle est également investie dans le cadre du projet de « l'Autre Soie » à Villeurbanne (Rhône), par la réalisation d'un diagnostic-ressource d'un bâtiment et la récupération des matériaux pour les retraiter dans des filières spécifiques.

Quelques avantages du réemploi

- ▶ Le réemploi est au service de la qualité architecturale car certains matériaux ont de vraies qualités intrinsèques et racontent une histoire.
- ▶ Possibilité d'évaluer l'empreinte carbone de l'opération et constat d'une réduction des flux entrants et sortants de camions (réduction du CO2 émis et des coûts).
- ▶ Développement d'une économie de filière, créatrice d'emplois non délocalisables sur le territoire. Des marchés peuvent être réservés à l'économie sociale et solidaire et à l'insertion par l'activité économique.
- ▶ Mutualisation des compétences et des services au niveau d'un territoire.
- ▶ Développement d'un projet collectif et participatif pour le territoire.
- ▶ L'économie se fait en coût global : en économie classique chaque entreprise paie le passage en déchetterie, doit acheter les matériaux neufs... ce qui est gratuit dans le réemploi.



© Bellastock - Projet Résilience Ferme des possibles



FORUM DES EXPÉRIENCES

⚙️ Association Bricologis, Vaulx-en-Velin (69)

L'association a vu le jour en août 2016, à partir d'envies et d'élan partagés entre habitants et usagers du quartier Grande Île à Vaulx-en-Velin. Installée en pied d'immeuble, regroupant à la fois des associations, des collectifs et des habitants porteurs de projets, Bricologis propose des ressources techniques et « morales » à ceux qui souhaitent monter en compétences pour faire soi-même et faire ensemble : atelier de bricolage, prêt d'outils, auto-rénovation accompagnée, bureaux partagés, espace de vie sociale, partage de compétences...

+ <https://www.bricologis.com>



⚙️ La Maison Pour Rebondir

la maison
pour rebondir
une initiative de  suez

La Maison Pour Rebondir est un programme d'innovation sociale de l'entreprise Suez visant à agir autrement pour l'emploi. Une antenne a été créée à Lyon en 2018 pour animer le programme en Auvergne-Rhône-Alpes qui comprend cinq objectifs :

- ▶ Intégrer l'insertion dans les offres de service de Suez.
- ▶ Développer la sous-traitance en direction des structures d'insertion et encourager la création de nouvelles solutions en partenariat avec les entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire.
- ▶ Accompagner l'entrepreneuriat avec des programmes dédiés aux demandeurs d'emploi et une attention particulière portée aux projets d'économie circulaire.
- ▶ Permettre aux collaborateurs de l'entreprise de s'investir auprès d'associations locales.

▶ Recruter différemment des personnes éloignées de l'emploi dans les métiers du groupe.

Voici 2 exemples de projet menés en lien avec les quartiers prioritaires :

- ▶ Plomberie solidaire : service de médiation et plomberie de proximité pour des ménages en difficulté.
 - ▶ Programme « Booster » qui offre un accompagnement (ateliers collectifs et suivi individuel) de 8 mois pour les créateurs d'entreprise de quartiers prioritaires.
- + <https://www.suez.fr/fr-fr/nous-connaitre/un-groupe-engage/notre-demarche-innovation-sociale-en-france>

⚙️ L'atelier vélo, Agence Écomobilité Savoie Mont-Blanc



Créé il y a dix ans à Chambéry par l'agence Écomobilité Savoie Mont-Blanc, l'atelier vélo propose un service de réparation de vélo dans les quartiers prioritaires de Savoie. Au départ situé en centre-ville de Chambéry, l'agence a décidé de faire de « aller vers » dans les quartiers prioritaires en proposant des ateliers mobiles de réparation de vélo. Ces ateliers sont organisés en extérieur, sur l'espace public, afin de permettre à tous de découvrir et utiliser ce service. Un animateur est présent pour apporter des conseils et aider à la réparation. Une vélo-école et un service de location de vélos sont également proposés aux habitants pour promouvoir l'usage du vélo et de la mobilité au sens large.

+ <https://www.agence-ecomobilite.fr>

⚙️ Emerjean, entreprise à but d'emploi, Villeurbanne (69)



Emerjean est une entreprise du quartier Saint-Jean de Villeurbanne, créée dans le cadre de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée. Elle recrute en CDI et à temps choisi des volontaires, privés d'emploi depuis plus d'un an, du quartier Saint-Jean. À partir des compétences de ses salariés, elle développe des activités qui répondent aux besoins du quartier, de ses habitants, de ses entreprises et de la collectivité. Plusieurs concernent l'économie circulaire : service de collecte de biodéchets avec plateforme de compostage urbain et maraichage, atelier de retouche couture qui travaille pour des créateurs locaux, mission avec des crèches pour le lavage des couches lavables, réemploi de jeux et jouets pour créer une filière de vente de jouets, collecte et tri de bouteilles plastiques.

+ <https://emerjean.fr>

Le développement de l'ESS dans les quartiers populaires, levier de la transition écologique ?

La troisième journée du cycle d'échanges a permis d'aborder le rôle de l'économie sociale et solidaire comme levier de la transition écologique dans les quartiers populaires et d'aborder les questions suivantes : comment les acteurs de l'ESS contribuent-ils au développement économique durable et solidaire des quartiers populaires ? Quelles initiatives existent ? Quels sont leurs impacts ? Comment les essaimer ?

L'ESSENTIEL DE LA TABLE RONDE

LES INTERVENANTS

Julie Bossuet,
déléguée générale,
fédération des centres sociaux Loire et Haute-Loire

Thomas Benoit,
chargé de développement,
Rues du développement durable

Danièle Demoustier,
socio-économiste honoraire,
Sciences Po Grenoble

Florent Zampa,
chef de projet développement social,
Ville de Saint-Étienne

Les objectifs de cette table ronde visaient à répondre aux questions suivantes : comment les acteurs de l'ESS contribuent-ils à leur niveau à la transition écologique des quartiers ? Quelle politique mener pour favoriser l'ESS à l'échelle d'un territoire ? Quelles sont les conditions d'essaimage des projets ESS en quartiers politique de la ville ?



Quels sont les liens entre ESS et politique de la ville ?

Pour Danièle Demoustier, il convient de rappeler l'histoire du rôle de l'ESS dans les quartiers populaires pour comprendre le contexte actuel.

À l'origine, ces quartiers ont été conçus comme des ensembles d'habitat social, avec quelques structures d'action sociale et socio-éducative. L'économie y était absente. Les années 1970-1980 correspondent au développement des premiers projets à visée économique (ex : Alma Gare à Roubaix), parmi lesquels des SCOP (société coopérative de production) entre habitants et artisans. Dans les années 1980,

synonymes de montée du chômage, les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) se sont développées, puis les services de proximité ont créé de l'emploi tout en répondant aux besoins de services des habitants (ex : les restaurants associatifs). Dans les années 2000, une dynamique de développement exogène se met en place qui consiste à inciter les entreprises à s'installer dans les quartiers politique de la ville via un système d'exonérations sociales et fiscales. Dans les années 2010, la théorie du ruissellement montre ses limites, le développement économique est beaucoup plus sélectif, plus mondialisé. S'engage alors une réflexion sur le développement socio-économique des quartiers, alliant développement endogène et exogène.



Ressource Les entreprises de l'économie sociale et solidaire dans les quartiers « politique de la ville » : étude statistique exploratoire, CGET, CNCRESS, février 2018

https://ess-france.org/media/client/gridfichier/ressource5/rapportcgetvf_mars2018.pdf

Quels liens entre ESS et transition écologique ? Comment les acteurs de l'ESS peuvent-ils contribuer à la transition écologique des quartiers ?

Selon Danièle Demoustier, l'économie de la fonctionnalité⁵ représente un changement de paradigme économique considérable : la production et la consommation ne sont pas deux actes séparés, reliés uniquement par l'échange. Dans une démarche de transition écologique, la consommation doit être intégrée dans la production et la production dans la consommation, car les biens et les services ne peuvent pas être séparés. L'usage doit être privilégié à la propriété, ce qui renvoie à la notion de bien commun. Cette posture invite donc à changer de paradigme général. Une partie des classes moyennes y parvient mais, de manière générale, les classes populaires ne l'ont pas intégré, car l'imaginaire collectif est basé sur l'idée que le progrès passe par la consommation. Or il s'agit de substituer l'imaginaire du progrès par la consommation au mieux-être par la transition écologique. L'ESS peut participer à la construction d'un nouveau récit qui permettrait une large adhésion à ces nouveaux modèles. Elle a un rôle à jouer car elle est à la fois :

▶ éducative, par le savoir mais aussi par la pratique, ce qui est très important car

changer les comportements passe par vivre de nouveaux comportements ;

- ▶ relationnelle, car l'échange économique est basé sur des échanges sociaux et c'est cela qui est important ;
- ▶ engagée, de par les valeurs historiques de l'ESS.

Pour Thomas Benoit, l'ESS a une capacité de coopération et de mutualisation qui permet à moyen terme d'améliorer le cadre de vie d'un quartier. Créée par des acteurs et des habitants du quartier Crêt de Roc (Saint-Étienne), l'association « Rues du développement durable » a pour objectif d'apporter des services de proximité répondant aux valeurs des habitants. Elle se base sur la coopération entre acteurs du quartier et la mutualisation, notamment de locaux. Cette capacité d'initiatives est transformatrice à l'échelle d'un quartier et contribue à la transition écologique.

Pour Julie Bossuet, les centres sociaux ont un rôle d'éducation populaire sur les questions liées à la transition écologique dans les quartiers populaires de la ville. Sensibiliser, débattre et accompagner les enfants et les adultes doit faire partie de leurs missions. Il s'agit de prendre collectivement conscience que la transition écologique est aussi importante dans la vie des personnes en situation de précarité que pour celles des classes moyennes. La question de la relégation sociale est très présente dans les quartiers et il faut redonner de la fierté aux habitants : les actions autour de la transition écologique peuvent être un moyen d'y parvenir.

Quelle politique mener à l'échelle d'un quartier pour promouvoir l'ESS et la transition écologique ?

Selon Florent Zampa, il convient en premier lieu de travailler à un diagnostic des difficultés et des besoins du territoire, en lien étroit avec les acteurs du quartier. Il s'agit ensuite de monter des actions communes entre la collectivité et les autres acteurs de la politique de la ville (bailleurs sociaux, associations...) pour répondre à ces besoins. On s'aperçoit que les actions mises en œuvre dans le cadre du contrat de ville sont souvent en lien avec l'écologie, car la prise en compte de l'impact environnemental fait partie des critères de choix : appartements écocitoyens (initiation aux éco-gestes grâce à un appartement témoin), semaine du développement durable avec les centres sociaux, création d'un club nature par France Nature Environnement, aide à la mise en place de boîtes à pain, création d'une AMAP (association pour le maintien d'une agriculture paysanne), mise en place d'une recyclerie...

Cependant, il existe des limites à l'exercice : d'une part, l'économie et l'écologie sont souvent des moyens pour atteindre l'objectif qui est le social. Par exemple, sur le projet de l'AMAP, les questions de santé ont été travaillées en premier, l'intérêt des circuits courts venant en second. D'autre part, le fait que la politique de la ville s'arrime sur des appels à projets d'une durée d'un an pose la question de la pérennité des actions. Les financements permettent parfois l'innovation mais il faudrait que les actions soient financées de manière pérenne afin de réaliser une « vraie » transition écologique. Enfin, les quartiers populaires ne sont pas plus ou moins vertueux que les autres mais il est plus compliqué d'y travailler les thèmes de l'écologie car les habitants font face à des enjeux de court terme (précarité, mal logement, insécurité...) qui peuvent masquer le long terme. À noter également les revenus restreints qui limitent l'accès à une consommation responsable.



Comment sortir de la logique des « micro-projets » pour accélérer la transition écologique ?

Les intervenants partagent le constat suivant : une dichotomie entre la présence d'une multitude de micro-projets dans les quartiers sur le thème de l'écologie et le fait que la transition écologique demande des changements profonds. Ils mettent notamment en cause la logique des appels à projets annuels qui ne convient pas à une transition sur le long terme. Le nombre de projets soutenus, au regard de l'enveloppe financière, donne aussi parfois l'impression d'un saupoudrage. La signature de conventions pluriannuelles avec les associations et l'incitation à la coopération entre les acteurs permettraient de porter des actions plus structurantes

pour les quartiers⁵. Il appartient à l'ESS de se mettre en réseau, de coopérer, alors qu'elle s'est souvent développée en silo au cours des dernières décennies. Le développement durable du territoire passe par la mise en réseau de ses acteurs car elle favorise l'innovation par la fertilisation croisée. De même, la gouvernance partagée permet de croiser les regards et de disposer d'une vision transversale. Afin de ne pas rester dans l'entre-soi du quartier, il importe de changer d'échelle territoriale, de croiser les agendas 21 ou les plans climat et les contrats de ville. La SCOP Ardelaine, par exemple, a créé de l'emploi en installant un atelier de production dans un quartier populaire tout en développant la filière laine en milieu rural (Ardèche)... Un exemple à méditer !

⁵ « L'économie de la fonctionnalité consiste à fournir aux entreprises, individus ou territoires, des solutions intégrées de services et de biens reposant sur la vente d'une performance d'usage ou d'un usage et non sur la simple vente de biens. Ces solutions doivent permettre une moindre consommation des ressources naturelles dans une perspective d'économie circulaire, un accroissement du bien-être des personnes et un développement économique »
Source : Dossier Économie circulaire : de quoi parle-t-on ? ADEME, 2017

⁶ L'instruction du 30 juillet 2019 relative aux équipes territoriales de la réussite républicaine encourage le développement des conventions pluriannuelles d'objectifs pour les associations, y compris celles de proximité. Elle est cependant faiblement mobilisée (NDLR).

Zoom sur... Rues du développement durable (Saint-Étienne)



Fondé en juillet 2009, Rues du Développement Durable (RDD) est un regroupement d'habitants et de structures locales qui a pour objectif de redynamiser le quartier Crêt-de-Roc, quartier prioritaire situé à proximité du centre-ville de Saint-Étienne. L'ambition de l'association est d'apporter un appui à la concrétisation de tout projet contribuant à rendre le quartier plus solidaire, écologique, convivial, participatif, économe, créatif. Pour y parvenir, ses membres misent d'abord sur des principes de coopération, de complémentarité, de solidarité et de mutualisation de moyens.

Plusieurs activités sont conduites au sein de la structure au premier rang desquelles la réactivation des rez-de-chaussée vacants : pour RDD, le rez-de-chaussée n'a pas qu'une fonction commerciale, c'est aussi un outil social et culturel qui déborde sur l'espace urbain et qui crée de nouveaux usages. Afin de lutter contre la vacance des rez-de-chaussée, l'association a développé un réel savoir-faire pour le montage de projets, en adaptant au cas par cas le mode d'occupation immobilière. En 2010, les fondateurs de l'association ont créé une société d'investissement solidaire dénommée « Crêt de Liens », destinée à acquérir des locaux vacants afin de les louer à des activités économiques ou associatives.

L'association a ouvert en janvier 2011 « le Pied des Marches », un local qui propose des modalités d'hébergement d'associations ou d'entreprises de l'économie solidaire. Il comprend des bureaux partagés occupés par différents partenaires, ainsi que le réfectoire, une cantine de quartier participative. Il est le lieu central de l'action de RDD et au cœur du réseau d'acteurs du quartier.

<https://www.ruesdudeveloppementdurable.fr>

Après dix ans d'activité, l'action et l'expertise de Rues du Développement Durable témoignent que d'autres façons d'occuper les rez-de-chaussée sont possibles, par la mutualisation, la présence de terrain et la création d'un réseau local d'initiatives et de compétences.



© Rues du développement durable

FORUM DES EXPÉRIENCES



Agir pour une alimentation écologique et solidaire



⚙️ Défi « Familles à alimentation positive », Ardab

Le défi « Familles à alimentation positive » est inspiré d'un autre défi appelé « Familles à énergie positive ». Il est porté par l'Ardab, association de développement de l'agriculture biologique en Rhône et Loire. Le principe est le suivant : des dizaines de foyers relèvent le défi d'augmenter leur consommation de produits bio/locaux tout en conservant un budget constant et en se faisant plaisir !

Au programme : visites de ferme, échanges avec un diététicien-nutritionniste sur l'intérêt des produits bio/locaux et leurs apports nutritionnels, cours de cuisine, jardinage, trucs et astuces pour consommer bio et pas cher... La première édition du défi « Familles à alimentation positive » s'est déroulée à Lyon en 2012-2013. Depuis, l'opération a été déployée dans de nombreux territoires en Auvergne-Rhône-Alpes et ailleurs en France.

+ <https://www.famillesaalimentationpositive.fr>

⚙️ Centre social Marceau Mulsant, Roanne (42)

Présent sur le quartier Mulsant, classé en quartier de veille active (QVA), le centre social Marceau Mulsant a développé plusieurs actions liées à la transition écologique, en faveur d'une alimentation durable et de qualité : création d'un jardin partagé avec un collectif d'habitants jardiniers, hébergement de l'association Grainothèque (semences libres en Roannais), mise en place d'ateliers « faire soi-même » à partir de produits naturels, ateliers-cuisine travaillant sur l'équilibre alimentaire, la connaissance, la diversité des produits et la cuisine à petit budget dans un esprit de convivialité... Une façon de répondre à la fois aux enjeux sociaux et environnementaux du quartier !

+ <https://centresocialmarceaumulsant.fr>

Agir pour réduire nos déchets



⚙️ Pièces montées, Saint-Étienne (42)

Porté initialement par le centre social Le Babet dans le quartier Tarentaize-Beaubrun, cette boutique d'objets de loisirs créatifs a pour mission de récupérer les chutes de production issues de l'industrie locale (carton, papier, textile, cuir, ruban, verre, miroir, métal, plastique, bois, polystyrène...) et de les revendre à un tarif solidaire dans une logique d'économie circulaire.

Structurée en association, la boutique anime également des ateliers créatifs tout public en sensibilisant à la protection de l'environnement.

+ <https://www.piecesmontees.org>

⚙️ Gardons notre quartier propre, conseil citoyen du Chambon-Feugerolles (42)

Le conseil citoyen du quartier La Romière au Chambon-Feugerolles a lancé un projet partenarial visant à sensibiliser les enfants et les adultes à la propreté urbaine et aux enjeux environnementaux.

L'action, financée par le Fonds de Participation des Habitants (FPH) puis par la politique de la ville, a permis d'organiser des ateliers de sensibilisation, dont des collectes de déchets dans le quartier, avec les habitants. Elle a abouti à la construction d'un guide de sensibilisation de 12 pages, en lien avec l'école voisine.

Créer et animer des lieux de partage

⚙️ Des tiers-lieux en archipel : l'exemple de l'atlas des possibles, Crefad Loire

Le projet porté par le Crefad Loire a pour objectif de redynamiser le quartier populaire Tarentaize-Beaubrun (Saint-Étienne)... avec les habitants.

Les moyens pour y parvenir sont variés : animation dans l'espace public, implantation de nouvelles activités dans les rez-de-chaussée vacants, etc.

À travers l'accompagnement, l'installation progressive, le test et l'expérimentation d'activités inventives et atypiques, l'association se saisit de la notion de tiers-lieu. Bien plus qu'un lieu incarné au sein d'un espace délimité, le tiers-lieu est un milieu vivant, aux frontières mouvantes, pensé à l'échelle d'une rue, elle-même connectée à un quartier et au reste de la ville, voire au reste du monde. Le projet de l'atlas des possibles s'inscrit dans cette perspective. Il s'agit d'un projet d'achat collectif d'un espace dédié à l'ESS, un lieu où porteurs de projet/habitants/travailleurs/membres d'associations peuvent se retrouver, travailler ensemble, bénéficier d'un accompagnement et être accompagnés, y trouver des ressources autour de l'économie sociale et solidaire mais aussi un café associatif, des bureaux et des ateliers.

+ <https://crefadloire.org/du-nouveau-pour-latlas-des-possibles-2>



⚙️ Les Petites Cantines, Lyon (69)

Les Petites Cantines sont un réseau de cantines de quartier, ouvertes à tous, dont l'objectif est de développer les liens de proximité et de promouvoir l'alimentation durable, avec pour fil rouge « faire du lien avec les habitants, à partir du repas ». Aux Petites Cantines, le repas est à prix libre, chacun donne ce qu'il veut et ce qu'il peut. Les habitants sont invités à venir manger, cuisiner, ou les deux. Le projet a démarré à Lyon, il existe dans plusieurs villes françaises et vise à essaimer et se développer. Actuellement un projet est en cours à Saint-Étienne, dans le quartier Crêt-de-Roc.

+ <https://www.lespetitescantines.org>

Favoriser une mobilité durable et inclusive

⚙️ Vélo en quartier, Saint-Étienne (42)

Le projet s'est constitué à l'initiative de femmes du quartier Tarentaize-Beaubrun (Saint-Étienne), qui rencontraient des difficultés de mobilité et cherchaient des solutions. Le vélo s'est imposé comme un moyen de favoriser la mobilité des personnes du quartier, de façon durable. Ainsi le projet se développe aujourd'hui avec une vélo-école et un atelier mécanique / premiers travaux. D'autres axes de développement sont en cours, notamment autour de l'insertion professionnelle, pour renforcer l'impact sur le quartier.



⚙️ Réseau Citiz, France

Fondé en 2002, le réseau Citiz est une coopérative (SCIC) créée par les pionniers de l'autopartage en France (groupes d'habitants de Marseille, Lyon, Grenoble et Strasbourg). Avec comme objectif de développer des services d'autopartage proches des territoires et des utilisateurs, le réseau regroupe aujourd'hui 12 opérateurs locaux d'autopartage indépendants. Citiz propose des voitures en libre-service à disposition 24h/24 et 7j/7 sur simple réservation, pour une heure jusqu'à plusieurs jours.

Participation des habitants et transition écologique des quartiers populaires

La quatrième et dernière journée du cycle d'échanges a été organisée en partenariat avec la Ville d'Oullins, l'Association des centres sociaux d'Oullins et le Graine Auvergne-Rhône-Alpes. Elle a permis de mettre en lumière l'importance de la participation de tous pour changer nos habitudes de production et de consommation. La participation est en effet l'une des clés pour que la transition écologique ne se fasse pas au dépend des habitants, mais bien en co-construction avec eux.

L'ESSENTIEL DE LA TABLE RONDE

L'objectif de cette table ronde était de prendre de la hauteur sur la participation citoyenne pour en comprendre les enjeux, les leviers et les freins. Les échanges ont permis de questionner le terme de participation et de définir les conditions nécessaires pour que celle-ci contribue à des actions concrètes pour la transition écologique et solidaire des quartiers populaires.

LES INTERVENANTS

• **Léa Billen,**

doctorante sur la participation des habitants des quartiers populaires dans la transition écologique, université Paris Nanterre

• **Noémie Clerc,**

chargée de mission, Réseau Marguerite

• **Alice Mullié,**

enseignante au collège la Clavellière, Oullins

• **Sylvia Rosales-Montano,**

directrice d'études à l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise



Quel rôle la participation doit-elle jouer ?

Pour Léa Billen, le terme de participation est à questionner car « participer à » signifie donner son avis sur quelque chose qui a déjà été réfléchi en amont. Parler d'engagement dans la transition écologique serait plus adapté car, dans ce cas, les habitants sont réellement acteurs de leur cadre de vie. L'enjeu réside dans le faire

« avec les habitants » et non « pour ou sans eux ». Pour Sylvia Rosales-Montano, la participation est un moyen qui permet de mettre en lien les différents acteurs d'un projet. En Amérique latine, par exemple, il s'agit de mettre en lien les résidents et non-résidents qui façonnent le quartier, car un quartier n'est pas vécu uniquement par les résidents mais également par ceux qui y travaillent, s'y promènent, etc. La participation est un moyen complexe car elle ne peut pas être limitée à de la concertation et elle ne fonctionne que si elle est bien préparée en amont.

Quels sont les facteurs clés de succès de la participation pour une transition écologique dans les quartiers ?

Selon Sylvia Rosales-Montano, pour engager une démarche participative il est important que toutes les parties prenantes (élus, techniciens, associations, habitants) aient le même niveau d'information. L'écueil est de croire que parce que le sujet est complexe, il faut le simplifier pour que les habitants le comprennent. Or, si tous les participants ne partagent pas le même niveau d'information et de perception des enjeux, cela peut générer des incompréhensions sur les actions menées. La formation est donc un pré-requis indispensable, en amont de tout processus de participation. Elle permet une « capacitation » des individus. Pour Léa Billen, quand une démarche participative est conduite avec des personnes stigmatisées ou précarisées, il importe de se poser la question : « qui forme et est légitime pour former ? » et de donner les clés pour rendre les habitants capables de devenir eux-mêmes formateurs. Il faut enfin pouvoir expliquer qui participe et quel est le rôle de chacun en tant que citoyen.

Globalement, la France a pris du retard en matière de participation : problème d'animation des démarches participatives,

manque de renouvellement (syndrome TLM – toujours les mêmes), absence d'objectifs concrets à la participation (ex : création d'emploi, amélioration du cadre de vie, etc.). Or, sans objectif concret, la participation risque de s'essouffler.

Pour qu'une démarche de participation aboutisse, il convient de faire preuve d'empathie, de se mettre à niveau pour comprendre les besoins des habitants et leur vécu. En outre, il faut faire attention à l'écologie moralisatrice qui stigmatise les populations et développe un sentiment d'exclusion de ces démarches, alors même qu'elles en partagent les enjeux. Il faut donc donner des clés de compréhension mais sans juger de ce qui est bien ou non.

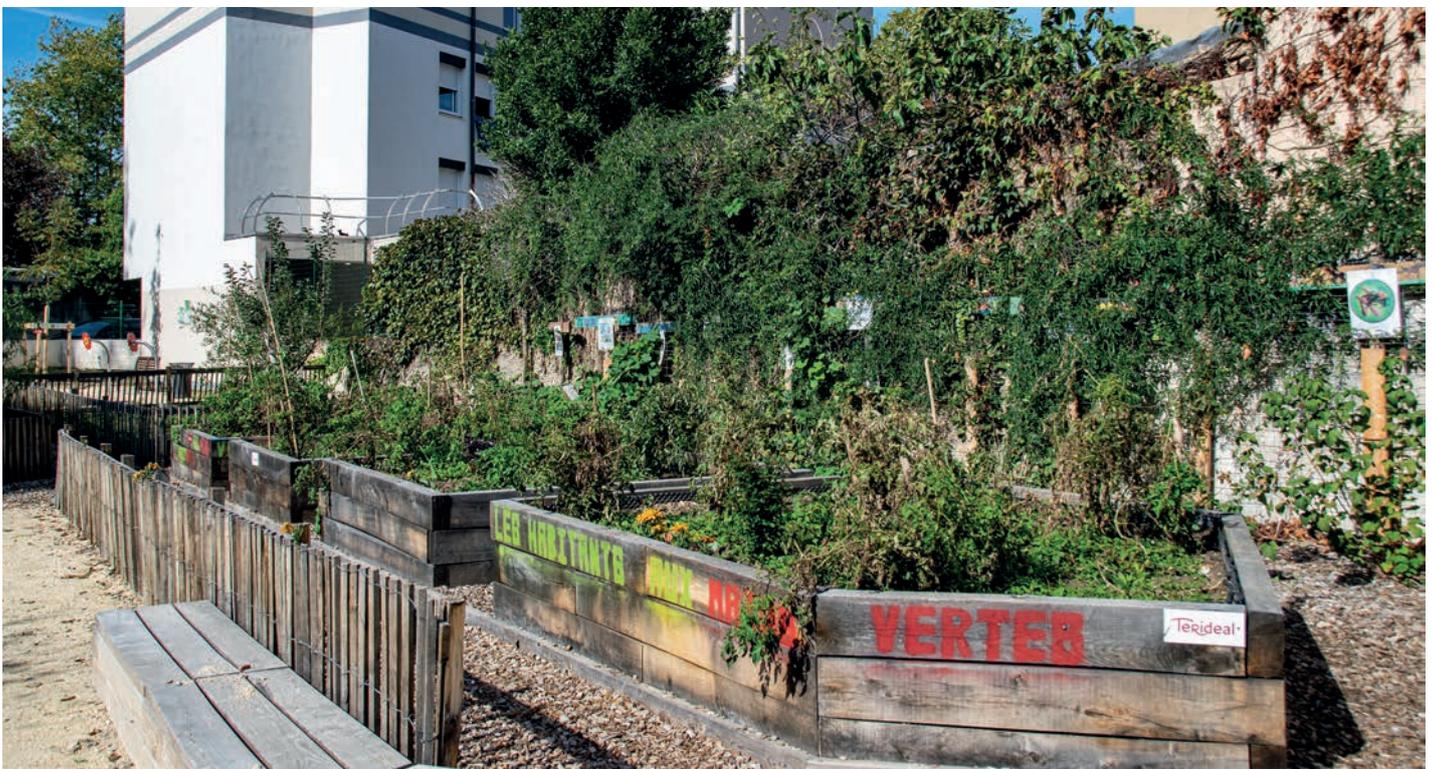
Comment faire émerger et vivre les projets citoyens ?

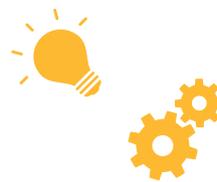
Pour Léa Billen, on peut critiquer le mode-projet qui est parfois perçu comme une émanation d'une logique néolibérale visant à diminuer les coûts et contrôler les acteurs qui les mènent. Cependant, il peut exister un mode-projet qui soit émancipateur pour les individus, et qui permette aux citoyens de mener des initiatives. La question qui doit être posée est la suivante : comment accompagner les dynamiques citoyennes sans les contraindre et les orienter par des objectifs économiques ? Un frein du

mode-projet est la lourdeur institutionnelle créée par la nécessité de coopérer avec de multiples acteurs pour répondre aux critères demandés. Cela peut limiter les initiatives citoyennes et les restreindre aux associations « professionnelles » qui ont l'habitude de conduire des projets partenariaux. Un autre frein est la fragilité des dynamiques citoyennes, qui ont tendance à s'essouffler avec le temps. Il est donc important de soutenir ces projets techniquement et financièrement pour qu'ils se pérennisent dans la durée. Sylvia Rosales Montano précise que la légitimité d'un projet tient dans son lien avec l'intérêt général, annoncé par la collectivité. Si le projet en question y répond, il doit en revanche avoir des moyens (techniques et financiers) pour fonctionner, sans quoi il est handicapé dès le départ. En France, les organismes qui accompagnent la participation citoyenne, comme les conseils de quartier, ne sont pas reconnus comme un secteur économique en tant que tel, ce qui fragilise les moyens alloués. Au Salvador, ces acteurs forment une filière économique à part entière, reconnue juridiquement et financée pour accompagner et former les habitants à mener des projets citoyens. Cela incite et renforce les initiatives citoyennes et pérennise les projets dans le temps.



Retrouvez l'intégralité de la table ronde : <https://vimeo.com/485503174>





Le projet EYES

Le projet EYES est un programme européen dont l'objectif est d'engager les jeunes les plus vulnérables et les plus éloignés de la décision publique dans un processus de participation citoyenne sur les enjeux climatiques. Les objectifs du projet sont les suivants : développer des méthodes et pratiques innovantes ; favoriser l'éducation inclusive ; prendre en compte le contexte spécifique du terrain.

Les 3 territoires sur lesquels le projet est mené sont Vaulx-en-Velin, Oullins/Confluence et Saint-Fons/Gerland/Moulin-à-Vent. À Oullins, le projet est accompagné par la MJC.

Le principe est de constituer des équipes de jeunes volontaires, de les former (aux enjeux écologiques, à la captation vidéo, à la posture d'observation et d'enquête de terrain) pour qu'ils enquêtent auprès d'autres jeunes, et puissent, en étant accompagnés par un conseil consultatif multidisciplinaire, faire des recommandations à destination des pouvoirs publics.

+ <https://www.projecteyes.fr>

+ <https://www.instagram.com/projeteyes/?hl=fr>

INTERVENANTE

Anne-Laure Euvrard,
directrice de la MJC d'Oullins



© MJC Oullins

Zoom sur... le réseau Marguerite



<https://reseaumarguerite.org>

Le réseau Marguerite est une association qui vise à éveiller et accompagner les collégiens et lycéens à un questionnement critique sur l'agriculture et l'alimentation et à accompagner les enseignants pour monter des projets concrets en éducation agri-alimentaire. Le premier projet Marguerite a été initié en 2013 à l'ENS de Lyon (Laboratoire Environnement Ville Société) et au collège Elsa Triolet de Vénissieux. Depuis, le réseau a formalisé ses modalités d'action et un projet pédagogique Marguerite se décline dorénavant à partir de 3 objectifs :

- ▶ capter les représentations des adolescents sur l'agriculture et l'alimentation,
- ▶ éveiller leur esprit critique à tous les niveaux des systèmes alimentaires et des écosystèmes,
- ▶ les inciter à être porteur d'actions concrètes et innovantes sur leur territoire pour faire évoluer leur environnement alimentaire et porter le message que « *les jeunes veulent aussi agir pour leur territoire* ».

Le réseau Marguerite regroupe des enseignants de différentes matières (SVT, histoire-géographie, art plastique, langues...), des étudiants, des chercheurs qui mettent en pratique une éducation « agri-alimentaire » et encouragent la justice sociale. Chaque établissement construit son propre réseau, ancré sur le territoire des adolescents, pour répondre directement aux problématiques sociales locales par l'intermédiaire de la question agricole et alimentaire. Il s'agit de sortir du collège ou du lycée, d'aller voir ce qui se passe sur le territoire environnant, en rencontrant par exemple des agriculteurs locaux.



©Réseau Marguerite

Dans le cadre des projets, l'alimentation est appréhendée à partir de différents angles et aborde de nombreuses thématiques : production agricole, circuits de commercialisation, nutrition-santé, justice et solidarité alimentaire, environnement et gouvernance. Le réseau Marguerite est uniquement développé en collège et lycée et cible les adolescents car il s'agit d'un public moins touché par des projets de sensibilisation au développement durable que les enfants des écoles primaires. C'est aussi une période clé pour les jeunes qui vivent une transition sociale et alimentaire.

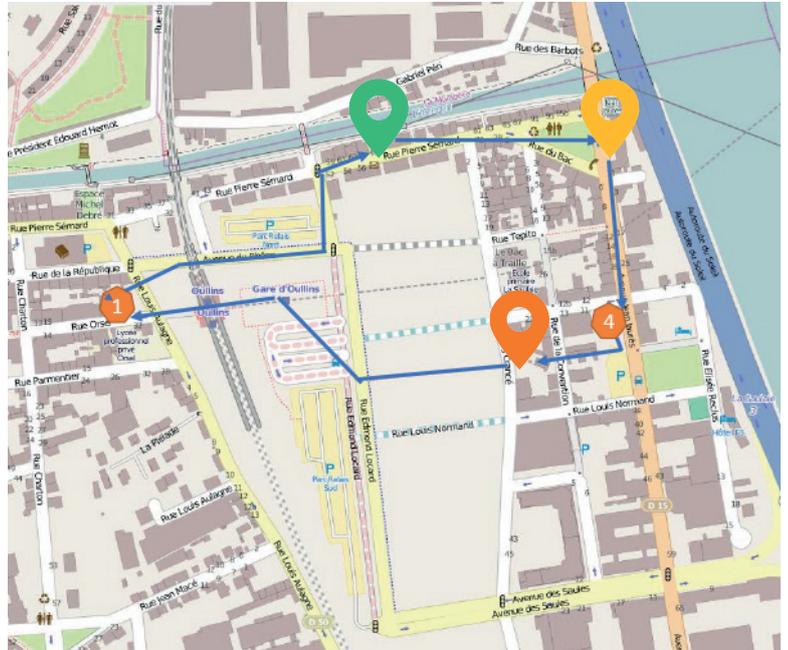
BALADES URBAINES DANS LE QUARTIER DE LA SAULAIE (OULLINS-69)

Parcours 1 : Rencontre avec les acteurs du quartier

Le P'tit jardin de la Saulaie

Inauguré en septembre 2011, le P'tit jardin de la Saulaie est un projet initié par le service politique de la ville dans l'objectif de créer un espace qui favorise le lien social. Un collectif d'habitants s'est constitué en association en 2014 et regroupe une douzaine de membres actifs. En plus du jardinage, le P'tit jardin accueille un compost de quartier : plus de 60 compostiers sont inscrits et 2 tonnes de matière organique sont récoltées par an (200 kg / semaine).

<https://www.facebook.com/asso.jardin.saulaie>



Janus

Janus est une association qui sensibilise et encourage l'usage du vélo à Oullins et Vénissieux, à travers notamment une vélo-école, un atelier d'auto-réparation et l'organisation de balades et de voyages à vélo.

<https://www.janusfrance-asso.org/projects>



©Janus - Thomas Carriage

So Coloc

Le principe de cette colocation citoyenne, portée par Alliad Habitat, est qu'en échange d'un loyer modéré, les étudiants participent à un projet utile pour le quartier, à raison de 2 heures en moyenne par semaine. Dans la Cité d'Oullins, 61 étudiants colocataires sont répartis dans 13 logements et chacun s'investit dans les 13 associations et structures partenaires du projet (aide à la scolarité, développement durable, culture, sport, jeux, solidarité).

<https://socoloc.com/residence-etudiante-la-cite-oullins>



Les habitants aux mains vertes

Ce collectif est accompagné par le centre social et fleurit des micro-espaces dans le quartier de la Saulaie.

<https://www.facebook.com/ACSOullins/posts/169690158034170>



BALADES URBAINES DANS LE QUARTIER DE LA SAULAIE (OULLINS-69)... suite



Parcours 2 : Découverte du projet urbain

Le quartier de La Saulaie à Oullins va connaître une profonde transformation urbaine dans les prochaines années grâce notamment à la reconversion des anciens terrains SNCF, aujourd'hui libérés, situés en plein cœur du site. D'un montant de 77,3 M€ sur treize ans (2020-2033), le projet urbain accueillera de nouvelles formes d'habitat, de commerce et d'activité économique, dans le prolongement du cœur d'Oullins.

L'ambition de la Métropole de Lyon, de la Ville d'Oullins et du groupe SERL (Société d'équipement et d'aménagement du Rhône et de Lyon) est de porter un projet inclusif, à destination de tous, avec deux objectifs :

- ▶ réintégrer le quartier de la Saulaie au territoire métropolitain, développer le sentiment d'appartenance au quartier, reconnecter le quartier avec le cœur d'Oullins, intégrer la Saulaie comme véritable porte sud de Lyon ;
- ▶ améliorer le cadre de vie pour les habitants et les usagers, en rendant une place prédominante au végétal et à l'eau au sein des espaces publics et privés.

Sur la base d'une démarche environnementale, en concertation continue avec les riverains et les parties prenantes du projet, l'opération d'aménagement permettra d'accueillir une multiplicité d'usages, avec :

- ▶ une nouvelle offre d'habitat, diversifiée et en meilleure adéquation avec les besoins ;
- ▶ des commerces de proximité, des activités économiques et tertiaires ;
- ▶ des équipements culturels, sportifs et de loisirs, un nouveau groupe scolaire, un gymnase de quartier et une crèche.



© Ville d'Oullins

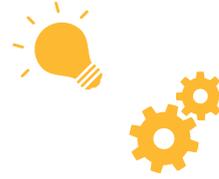
✦ Le site de la Ville d'Oullins :

<http://www.oullins.fr/territoire-d-avenir/amenagement-de-la-saulaie-381.html>

✦ Le site de l'aménageur :

<https://serl.fr/newsamenagementurbain/oullins-69-la-zac-de-la-saulaie-un-projet-damenagement-urbain-majeur-a-lentree-sud-de-lagglomeration/>





FORUM DES EXPÉRIENCES

Les ateliers de travail ont permis, à travers plusieurs thématiques, de présenter des projets mobilisant la participation des habitants pour la transition écologique des quartiers populaires, puis d'échanger ensuite sur les leviers, les contraintes et les perspectives pour mener ce type d'actions.

Habitat



Les Compagnons Bâisseurs

Cette association organise des chantiers d'auto-réhabilitation accompagnée, d'auto-construction accompagnée, fait du prêt d'outils et assure des animations collectives. La participation concrète à des chantiers permet de mieux s'approprier son logement et son espace de vie.

+ <https://www.youtube.com/watch?v=ZDt1m9V5LKo>

L'Alliance Citoyenne du Grand Lyon

L'association a pour vocation d'organiser le pouvoir citoyen des personnes concernées pour construire, par la non-violence, une société plus juste et démocratique. Une action citoyenne a réuni les habitants du quartier Jacques Monod à Villeurbanne pour inciter le bailleur à accélérer les travaux de rénovation énergétique des logements.

Éducation à l'environnement



Grand parc de Miribel-Jonage/ SEGAPAL

Présentation des actions du Grand parc concernant l'EEDD (Éducation à l'environnement et au développement durable) : présentation de l'Iloz, lieu d'expositions permanentes et temporaires, de jardins, d'animations et spectacles ; et des actions éducatives en direction des publics jeunes et adultes liées à la découverte de l'environnement au cœur du fleuve Rhône.

La bergerie urbaine

Cette association d'agriculture urbaine concilie pâturage itinérant et animations pédagogiques dans des quartiers de la métropole de Lyon. Elle fait paître ses moutons sur divers espaces naturels de la ville (parcs, friches, pieds d'immeubles...) et favorise ainsi la création de lien social et la sensibilisation à l'environnement.

+ <https://www.labergerieurbaine.fr>

Alimentation



Fédération des centres sociaux du Rhône

Présentation des actions mises en œuvre autour de la transition écologique, notamment sur la thématique de l'alimentation avec la mise en place du défi « Familles à alimentation positive ».

+ <https://www.centres-sociaux-rhone.com>

VRAC Lyon

L'association VRAC favorise le développement de groupements d'achats dans les quartiers prioritaires de différentes villes (Lyon, Strasbourg, Paris, Bordeaux, Toulouse). Le projet de l'association est orienté vers l'accès du plus grand nombre à des produits de qualité issus de l'agriculture paysanne/biologique/équitable à des prix bas, grâce à la réduction des coûts intermédiaires (circuits courts) et superflus (limitation des emballages).

+ <https://vrac-asso.org>

CONCLUSION DE LA JOURNÉE

« Bricothèque, jardins partagés, vélo-école, bergerie urbaine... Nous avons découvert des initiatives qui ancrent l'écologie dans les quartiers et dans le quotidien tout en interrogeant profondément nos modes de vie. Il ne s'agit pas simplement d'éco-gestes, mais d'initiatives qui ouvrent la voie à des changements plus radicaux de nos modes de vie : le récent rapport de Carbone 4⁷ sur la contribution des individus, de l'État et des entreprises face à l'urgence climatique fait état d'une part non négligeable des modes de vie individuels dans le bilan carbone national, mais à condition que les changements ne se limitent pas aux écogestes classiques (fermer le robinet, utiliser une gourde).

Ces initiatives relèvent de besoins essentiels : elles touchent à des enjeux aussi primaires que se loger, s'alimenter, se déplacer, etc. Elles donnent à voir une écologie concrète qui s'ancre dans le quotidien et n'arrive pas en dernier dans la hiérarchie des besoins. Pour autant, il ne s'agit pas forcément d'une écologie individualiste ou minimaliste : il existe une écologie de la subsistance qui se distingue de l'écologie des petits gestes individuels.

C'est enfin une écologie qui s'appuie sur la convivialité : ces initiatives offrent des espaces pour se rencontrer et agir ensemble. Le lien social n'est

pas envisagé comme une manière de garantir la paix sociale, de prévenir les conflits ou l'isolement, mais comme un préalable pour agir ensemble. Ces projets disent l'importance de préserver des lieux de vie de quartier qui sont mis à mal, en particulier dans les quartiers populaires, par des phénomènes d'institutionnalisation, de privatisation, de résidentialisation ou de rénovation urbaine...

Sur la question de la spécificité des quartiers populaires dans la participation des habitants à la transition écologique, le plus frappant est la banalité (au sens d'ordinaire, de semblable à d'autres) des initiatives découvertes. Elles existent partout : ce sont moins des initiatives de quartiers populaires que des initiatives de quartiers, c'est moins une question de type de quartier qu'une question d'échelle d'ancrage de l'écologie. Les composteurs, ressourceries, boîtes à dons, bricothèques, jardins partagés... sont des initiatives classiques d'une écologie qui se déploie à l'échelle d'un lieu de vie. Bien entendu, des adaptations propres à chaque territoire s'observent, mais de la même façon que les adaptations sont nombreuses si on considère seulement les quartiers populaires. C'est pourquoi je parlerais plutôt d'écologie de quartier que d'écologie populaire.

On peut cependant trouver des spécificités à ces initiatives écologiques déployées en quartiers populaires. D'une part, ce sont des initiatives qui apparaissent dans un contexte où l'ouverture des possibles est restreinte. Elles incarnent des alternatives là où il y en a peu. Par exemple, le vélo apparaît comme une alternative là où les transports en commun manquent, où les situations d'enclavement sont nombreuses, où l'accès à la voiture individuelle n'est pas évident... D'autre part, la transition écologique se déploie dans ces quartiers dans des contextes marqués par une disponibilité foncière encore existante (là où les centres-villes sont largement saturés) mais de plus en plus sous pression du fait de transformations urbaines considérables, qu'il s'agisse de la rénovation urbaine dans le cadre de la politique de la ville ou plus largement d'intégration des quartiers populaires dans des dynamiques métropolitaine (ex. : arrivée du métro à Oullins). Dans ce contexte, les opportunités d'appropriation d'espaces publics et de lieux de vie sont à la fois plus importantes et davantage menacées par la perspective de la table rase. »

Léa Billen,
doctorante,

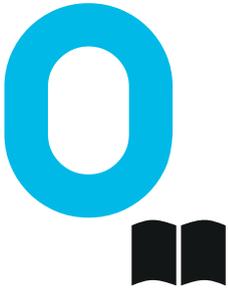
université Paris Nanterre

⁷ Faire sa part ? Pouvoir et responsabilité des individus, des entreprises et de l'état face à l'urgence climatique, Carbone 4, juin 2019

+ <https://www.carbone4.com>



La sélection de la doc



Ces références bibliographiques sont consultables, sur rendez-vous, au centre de documentation de Labo Cités. Contactez-nous !

La transition, un levier de développement pour les quartiers populaires

Note rapide Territoires n°887, avril 2021

Dans les quartiers populaires, les enjeux environnementaux ont longtemps été envisagés exclusivement sous l'angle des inégalités sociales d'exposition aux pollutions et nuisances. Depuis quelques années, une rénovation urbaine ambitieuse et un foisonnement d'initiatives locales de transition socio-écologique dans nombre de ces quartiers ont permis d'envisager, de façon plus large et plus positive, la composante environnementale de la politique de la ville comme un véritable levier de développement.

+ http://cosoter-ressources.info/index.php?lvl=notice_display&id=81936

L'écologie en banlieue

France inter, émission publiée le 23 septembre 2019

Antoine Ly, reporter de l'émission radio « La terre au carré » présente quatre initiatives menées dans des quartiers populaires.

+ www.franceinter.fr/environnement/l-ecologie-en-banlieue

Denis Blot, Johanna Descoings, Christian Fabry

Environnement et quartiers populaires. Paroles, pratiques et initiatives d'habitants

L'Harmattan/la Licorne, 2018, 240 p.

La question de l'environnement s'arrête-t-elle aux frontières des quartiers d'habitat social ? En abordant l'environnement notamment sous l'angle des déchets, les auteurs ont recueilli les propos des habitants et observé leurs pratiques pour comprendre comment ils vivent leur quartier. Leur travail révèle que dans les quartiers populaires, des habitants

exercent un « pouvoir d'agir » actionnant les ressorts de l'environnement et de la solidarité.

Olivier Galibert (Dir.)

Territoires urbains en transition. Monographie d'un quartier populaire en résilience écologique

Editions Universitaires de Dijon, décembre 2015, 170 p.

Une équipe de chercheurs a enquêté auprès des habitants d'un quartier populaire en proche banlieue de Dijon, pour connaître leurs modes de consommation et leurs pratiques en matière de développement durable. En étudiant les pratiques sportives, alimentaires ou encore numériques, ils ont identifié des leviers d'accompagnement des citoyens vers une conduite éco responsable. Ils partagent leurs analyses dans cet ouvrage.

Paul Ariès

Écologie et cultures populaires

Editions Utopia, 2015, 240 p.

Ce livre est fondé sur un constat : les milieux populaires ont un bien meilleur bilan carbone que les classes aisées et les écologistes. L'auteur démontre, notamment avec une multitude d'exemples emblématiques, que les classes modestes ont un rôle central à jouer dans la transition écologique.

Écologie et quartiers populaires

Le site Reporterre propose une série d'articles depuis 2015, qui portent la voix des habitants et valorisent des expériences menées dans les quartiers populaires en matière d'écologie.

+ <https://reporterre.net/Ecologie-et-quartiers-populaires>

Quelques sites à connaître

Thématique transition écologique et CRTE sur le site de l'ANCT

+ [https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/recherche/transition écologique](https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/recherche/transition%20%C3%A9cologique)

Ministère de la Transition écologique et Solidaire

Économie circulaire et déchets, économie sociale et solidaire, économie verte, mobilités et territoires, stratégie de transition pour le développement durable... Panorama des politiques publiques en matière de transition écologique.

+ www.ecologique-solidaire.gouv.fr/politiques-publiques

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

L'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable.

+ www.ademe.fr

Centre ressource du développement durable

+ <http://www.cerdd.org>

Du côté des centres de ressources politique de la ville

Retour sur le cycle de journées "Des quartiers en transition"

Irev, 2020-2021

Les synthèses de quatre journées organisées par l'Irev sont présentées sous forme de webdocumentaires sur leur site : Le renouvellement urbain à l'épreuve des changements climatiques; Accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable ; Des

matières premières épuisables : vers l'économie circulaire dans les quartiers prioritaires ; Des mobilités inclusives pour les déplacements du quotidien.

+ <https://irev.fr/thematiques/des-quartiers-en-transition>

Inégalités et transition écologique : des enjeux aux initiatives locales

Pôle ressources Ouest francilien, mai 2021

Ce document synthétise une journée organisée en 2020 et qui souhaitait mettre en lumière les enjeux liés aux inégalités environnementales et valoriser des initiatives inspirantes sur les territoires des Hauts-de-Seine, du Val d'Oise et des Yvelines, et plus largement en Île-de-France.

+ <https://poleressources95.org/inegalites-et-transition-ecologique-des-enjeux-aux-initiatives-locales-2>

Enjeux & actions pour des quartiers populaires en transition. Retour sur les cycles quartiers en transitions 2020 et 2021

RésO Villes, 2021

Retours sur les deux cycles "quartiers en transitions" organisés par RésO Villes, et qui ont abordé diverses thématiques : Solidarité et résilience, pratiques informelles, agriculture et alimentation, économie circulaire ; Puis biodiversité, mobilité, démocratie et quartiers inclusifs. Pour chaque thème, ce document fait le tour des notions clés, valorise des pratiques et expériences locales et liste des pistes et solutions.

+ <https://www.resovilles.com/nos-thematiques/quartiers-en-transitions>



D'autres ressources sur notre base documentaire : <http://cosoter-ressources.info>



Du côté de Labo Cités

Labo Cités s'engage dans une réflexion régionale sur les transitions

Depuis 2021, Labo Cités, l'Auracs, l'Ireps, le Mouvement associatif et Le Graine ont entamé une réflexion commune, dans le cadre d'un projet inter-associatif régional, qui vise à prendre ensemble la mesure des enjeux et à partager nos envies et capacité à agir ensemble.

Ils se sont retrouvés, le 3 mars 2021, en visioconférence, pour échanger sur

"Crises sociales et environnementales : pourquoi tout est relié ?"

Gilles Escarguel, paléontologue au Laboratoire d'Ecologie des Hydrosystèmes Naturels et Anthropisés, à l'Université Lyon 1 et Guillaume Gourgues, maître de conférences en sciences politiques, à l'université Lyon 2 ont apporté leurs éclairages sur ce sujet.

VOIR LE REPLAY :

+ <https://www.labo-cites.org/rencontre/retour-sur-le-temps-de-reflexion-inter-associatif-crisis-sociales-et-environnementales>

À suivre en 2021 et 2022 : Transition alimentaire : quels défis pour les quartiers populaires ?

Afin de mieux comprendre les enjeux et questionnements liés à la transition alimentaire, Labo Cités propose un cycle d'échanges itinérant de 4 journées de décembre 2021 à juin 2022.

+ www.labo-cites.org

LABO CITÉS

Le cycle d'échanges « Transition écologique et solidaire des quartiers populaires »

Labo Cités a proposé un cycle de qualification et d'échanges de 4 journées en 2019 et 2020 pour aborder les enjeux de la transition écologique dans les quartiers populaires et questionner les croisements entre la transition écologique et le développement économique des quartiers.

Journée 1 : 5 novembre 2019, à Grenoble

Transition écologique et développement économique dans les quartiers populaires

+ Les docs et bibliographie de la journée :

www.labo-cites.org

Journée 2 : 10 décembre 2019, à Vaulx-en-Velin

Économie circulaire et quartiers populaires

+ Les docs et bibliographie de la journée :

www.labo-cites.org

Journée 3 : 10 mars 2020, à St-Étienne

Le développement de l'ESS dans les quartiers populaires, levier de la transition écologique et solidaire ?

+ Les docs et bibliographie de la journée :

www.labo-cites.org

Journée 4 : 8 octobre 2020, à Oullins

Participation des habitants et transition écologique des quartiers populaires"

+ Replay de la table ronde, bibliographie et autres docs de la journée :

www.labo-cites.org

Rédaction

Frédérique BOURGEOIS, Labo Cités

Fabien BRESSAN, Labo Cités

David GUILLERM, Labo Cités

Mise en page

Muriel SALORT, Labo Cités

Conception graphique

Emma LIDBURY, Collectif Tadaa

Crédits photos

© Labo Cités

© Les porteurs de projets (voir sur les photos)